

Bulletin d'histoire politique

Stanley Bréhaut Ryerson. Intellectuel engagé et historien marxiste

Joël Bisailon



Volume 13, numéro 1, automne 2004

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1055021ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1055021ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Bisailon, J. (2004). Stanley Bréhaut Ryerson. Intellectuel engagé et historien marxiste. *Bulletin d'histoire politique*, 13(1), 215–232.
<https://doi.org/10.7202/1055021ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2004

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Stanley Bréhaut Ryerson

Intellectuel engagé et historien marxiste

JOËL BISAILLON

*Étudiant à la maîtrise en histoire
Université du Québec à Montréal*

Le Québec du xx^e siècle est marqué par plusieurs idéologies et courants de pensée qui ont profondément laissé leur trace dans son histoire. Le nationalisme traditionnel, le néonationalisme et le libéralisme social sont trois idéologies largement étudiées par les historiens québécois. Par contre, les idées d'extrême gauche, notamment la doctrine marxiste, sont moins souvent analysées par les spécialistes de l'histoire intellectuelle. Ce texte porte sur l'étude d'un intellectuel québécois de gauche du xx^e siècle. L'étude d'un intellectuel spécifique donne l'occasion de mieux connaître et de mieux comprendre sa pensée et, par la même occasion, de cerner l'univers dans lequel il évolue et dans lequel il s'exprime et entreprend ses activités intellectuelles.

Stanley Bréhaut Ryerson a été un membre actif du Parti communiste canadien (PCC) et il a occupé le poste de professeur d'histoire à l'Université du Québec à Montréal pendant près de 20 ans. Ce texte porte essentiellement sur son œuvre dans le but de saisir et de comprendre les caractéristiques et les aspects de sa pensée. Plus spécifiquement, ce texte désire apporter une réponse à la question : est-ce que Stanley Bréhaut Ryerson était un intellectuel par vocation ? La définition donnée à un intellectuel par vocation est un intellectuel engagé dans les discussions et les débats politiques, sociaux et moraux de la société.

Pour ce faire, ce texte se divise en deux grandes parties : l'itinéraire et les événements marquants dans la vie de Ryerson et l'étude de son idéologie et de son œuvre historique. Cette dernière partie traitera de quatre dimensions de sa pensée : le marxisme, la question nationale, le fédéralisme canadien après 1970 et la démocratie, et elle abordera également un aspect de sa vie professionnelle, en l'occurrence son œuvre historique.

L'ITINÉRAIRE ET LA CHRONOLOGIE DES ÉVÉNEMENTS MARQUANTS DANS LA VIE DE RYERSON

Stanley Bréhaut Ryerson est né en 1911 à Toronto. Il est le fils d'Edward Stanley Ryerson, chirurgien et doyen de la Faculté de médecine de l'Université de Toronto. Edward est anglophone et il est d'origine hollandaise. La mère de Ryerson se nomme Tessie Bréhaut Devigne. Elle est francophone et d'origine française. Pendant sa jeunesse, Tessie initie Ryerson aux langues française et italienne. Le grand-père paternel de Ryerson, Egerton Ryerson, est un personnage d'une grande notoriété. En effet, il était surintendant des écoles du Haut-Canada et il a été un des inspirateurs de la loi scolaire de 1871 qui dota cette province d'un système d'écoles primaires et secondaires. On peut constater que les parents de Stanley ont eu une éducation poussée et qu'ils font partie de l'élite de la province de l'Ontario.

De 1919 à 1929, Ryerson étudie au Upper Canada College, une institution scolaire hautement réputée pour la qualité de son enseignement. Dans cet établissement, il prend des cours de français. En 1929, il s'inscrit en langues modernes à l'Université de Toronto. Deux années plus tard, en 1931, il décide d'aller étudier à Paris. Il séjourne en France de 1931 à 1934, avec un bref intermède d'environ un an où il revient à Toronto pour terminer son baccalauréat en langues modernes à l'Université de Toronto. En France, il obtient un diplôme d'études supérieures en langue et littérature italiennes de la Sorbonne. C'est durant ces trois années passées à l'étranger, que Ryerson commence à s'intéresser aux idées et à la théorie marxistes et qu'il adhère au communisme. Avec la Crise économique et la montée des idéologies de droite (nazisme et fascisme), le début de la décennie 1930 est une période de bouleversements idéologiques et économiques qui favorise une prise de conscience des lacunes du capitalisme. En 1931, Ryerson se familiarise avec la gauche par le biais de l'Association des écrivains et des artistes révolutionnaires. Il est à noter que Ryerson se passionne pour les activités artistiques. Il écrit quelques pièces de théâtre dont *War in the West*, en 1934. En 1932, lors de son bref retour à Toronto, Ryerson devient membre de la direction de la Ligue des jeunes communistes du Canada. À Paris, Ryerson lit pour la première fois *Le Manifeste du Parti communiste* de Marx et Engels et il est influencé par une brochure d'un marxiste allemand, A. Kurella, qui porte le titre de *La Révolution culturelle*. Il débute également dans le journalisme marxiste en écrivant des articles pour des revues progressistes et de gauche (*Masses*, l'organe du Progressive Art Club et *Young Worker*).

À son retour de France en 1934, Ryerson s'installe à Montréal. Le choix du Québec peut s'expliquer par la fierté qu'il accorde à son ascendance française du côté maternel, à son bilinguisme, à son intérêt pour les conditions

des travailleurs québécois et à sa sensibilité concernant les particularités culturelles des Canadiens français. En 1935, il devient secrétaire provincial du Parti communiste canadien (PCC) au Québec et il accède au Comité central du parti. Les communistes canadiens sont conscients du potentiel de Ryerson. Ces derniers cherchent un candidat bilingue et un intellectuel de premier plan pour diffuser la doctrine communiste au Québec et pour recruter des membres francophones. Jusqu'en 1939, année où les communistes passent à la clandestinité à la suite du déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale, Ryerson participe aux grands débats sur la politique ouvrière, l'éducation, la liberté d'expression, la politique provinciale et plusieurs autres sujets discutés dans la revue du parti dans la province de Québec, *Clarté*. Par exemple, il dénonce avec ardeur la législation ouvrière (les fameux Bills 19 et 20) et la «Loi du cadenas» du gouvernement de l'Union nationale. De même, de 1935 à 1937, Ryerson enseigne au Département d'études françaises du Sir William's College et à l'Université ouvrière de Montréal.

En 1942, avec l'invasion de l'URSS par l'Allemagne, le PCC n'est plus vu comme un ennemi du Canada. Il peut graduellement reprendre ses activités d'une façon légale. En 1943, Ryerson s'installe à Toronto et il y demeure jusqu'en 1969. Cette même année, il est nommé responsable de la formation au sein du Parti ouvrier-progressiste (POP), anciennement le PCC. Il anime des séances de formation pour les membres du POP. En 1944, il prend la direction de la nouvelle revue théorique du POP, *National Affairs Monthly*. Lors de ses 25 années suivantes au sein du POP, il dirigera trois autres revues communistes : l'édition torontoise du *World Marxist Review* (1959-1961), *Marxist Quarterly* (1961-1968) et *Horizons* (1968-1971). Avec ses responsabilités considérables, Ryerson devient un «révolutionnaire à temps plein» ; il est même désigné comme l'intellectuel du parti. L'année 1948 marque la formation d'un groupe de recherche en histoire selon une perspective marxiste. Ryerson et d'autres membres du POP élaborent des projets de publications historiques qualifiés d'« Histoire du peuple ». C'est dans le cadre de ce projet que Ryerson publie deux de ses plus importants ouvrages : *The founding of Canada: Beginnings to 1815* (1960) et *Unequal Union: Confederation and the Roots of Conflict in Canadas* (1968). Ce dernier volume sera traduit en français en 1972, selon une version refondue, corrigée et augmentée sous le titre *Le Capitalisme et la Confédération. Aux sources du conflit Canada-Québec (1760-1873)*. Il est à noter que Ryerson a écrit un autre ouvrage majeur en 1945 qui porte le titre de *Le Canada français : sa tradition, son avenir*. En 1953, il participe aux élections fédérales en tant que candidat du POP dans Hamilton-Sud. Malheureusement pour lui, il sera défait.

Une étape majeure dans la vie de Ryerson est son départ du Comité central du Parti communiste canadien en 1969, poste qu'il occupe sans répit depuis 1935. La raison de son départ s'explique par son opposition à l'invasion de la Tchécoslovaquie par les forces du Pacte de Varsovie. À partir de ce moment, ses opinions et ses positions sur la question nationale québécoise et sur la démocratie socialiste s'écartent définitivement de celles du parti. Ryerson est désabusé par les promesses de renouveau proclamées par Khrouchtchev lors du xx^e Congrès du Parti communiste de l'Union Soviétique (PCUS) en 1956. À cette occasion, le nouveau Secrétaire général du PCUS dénonce le « culte de la personnalité de Staline » et les purges stalinienne. Ryerson est, entre autres, un partisan des voies multiples conduisant au socialisme. De même, il dénonce le manque de démocratie dans le processus de prise de décision à l'intérieur du POP et il continue d'affirmer que le parti doit considérer davantage la question nationale au Québec. Il faut cependant spécifier que Ryerson n'abandonne pas l'idéologie marxiste ou même, qu'il remet en question la doctrine de Marx.

Cet événement marque une étape décisive dans la vie et dans l'œuvre de Ryerson. La pensée de Ryerson a toujours évolué depuis son adhésion au PCC en 1935. Mais à partir du milieu de la décennie 1960, on constate que sa pensée subit une transformation marquée et une réorientation déterminante. Cependant, il n'y a pas de rupture ou de contradiction entre ses idées d'avant les années 1960 et ses idées dans les décennies 1970 et 1980. Dans son écrit *Le Capitalisme et la Confédération*, de 1972, on peut déceler des changements dans sa pensée. C'est en 1971 que Ryerson coupe définitivement tous les liens avec le PCC en le quittant officiellement.

Ryerson a été membre du Parti communiste canadien pendant plus de 35 ans. Comme on a pu le constater, il a occupé des postes importants et son travail intellectuel est remarquable par ses nombreuses publications sur une multitude de sujets et pour ses recherches historiques. Le rôle important de Ryerson dans la direction du PCC a certainement influencé son travail intellectuel. Il faut cependant mentionner que Ryerson n'a pas suivi aveuglément toutes les directives de l'Internationale communiste et qu'il n'a pas accepté sans discussion l'ensemble de la ligne politique du PCC. Par exemple, en 1942, il a souscrit à l'effort total de guerre, mais sans accepter la conscription obligatoire outre-mer. Il dénonce aussi à quelques reprises le chauvinisme de plusieurs membres canadiens-anglais du parti et il insiste, dès le début de son engagement communiste en 1935, pour que le droit à l'autodétermination nationale du Québec soit inscrit dans le programme officiel du parti. D'un autre côté, il n'a jamais critiqué ouvertement la ligne politique du Parti. Il l'a même appuyé lors de controverses majeures. On a qu'à mentionner les événements entourant le V^e Congrès provincial du POP au Québec lors de

la dénonciation de militants francophones qu'on jugeait « nationalistes » et qui faisaient preuve de « déviationnisme ». Ce qu'on peut conclure est que Ryerson faisait preuve d'une certaine autonomie intellectuelle face au parti, mais il est certain que son travail intellectuel a été grandement influencé et affecté par ses activités de militant communiste.

En 1969, Ryerson revient demeurer à Montréal. En 1972, il commence sa carrière de professeur universitaire au Département d'histoire de l'UQAM, poste qu'il occupe jusqu'en 1991. Pendant les deux décennies 1970 et 1980, Ryerson ne chôme pas. Il participe à plusieurs colloques, conférences et séminaires nationaux et internationaux (Italie, Pays-Bas, Espagne...) d'histoire, mais aussi de philosophie, de sociologie et de science politique. Ces activités universitaires l'amènent à analyser l'évolution sociale du Québec à la lumière du marxisme. Il aborde la question du fédéralisme canadien et il est sensible au renouveau du nationalisme québécois. Il entreprend également des recherches sur le mouvement ouvrier et sur les classes populaires. Entre autres, Ryerson collabore à la réalisation d'un projet collectif portant sur l'histoire des mouvements politiques des travailleurs québécois. En 1992, il est nommé professeur émérite de l'UQAM. Ce titre reconnaît son apport exceptionnel comme intellectuel et historien, sans oublier de souligner le rayonnement international de son œuvre. Stanley Bréhaut Ryerson décède en 1997 à Montréal.

ÉTUDE DE L'IDÉOLOGIE DE RYERSON

Comme il est signalé précédemment, il est important de noter les deux périodes qui marquent l'idéologie de Ryerson. En effet, la fin des années 1960 peut être considérée comme une période de transformation et de réorientation dans la pensée de Ryerson. Cette période correspond approximativement à son départ du Comité central du PCC en 1969 et à la publication de son livre *Le Capitalisme et la Confédération* en 1972. Cette deuxième partie s'attarde à quatre dimensions de l'idéologie de Ryerson : le marxisme, la question nationale, le fédéralisme canadien après 1970 et la démocratie, ainsi qu'à un aspect de sa vie professionnelle, son œuvre historique.

LE MARXISME

Ryerson est attaché aux principes fondamentaux de la doctrine marxiste. Il attribue une grande importance aux concepts de contradiction de classes et de rapports de production. Il dénonce la domination d'une petite classe de possédants sur une large et vaste classe de dépossédés. Il conçoit que les capitalistes industriels ou la grande bourgeoisie contrôlent l'économie en

exploitant la force de travail des ouvriers. De même, il prend en considération les passages historiques selon les différents modes de production. Un de ces modes est le capitalisme industriel qui cédera sa place dans le futur au communisme. De plus, il est opposé à la propriété privée des moyens de production. Finalement, il dénonce les conditions déplorables et misérables dans lesquelles les ouvriers doivent travailler et vivre.

Ryerson est un membre du PCC et, bien sûr, cela se répercute sur ses préoccupations intellectuelles. Néanmoins, Ryerson développe une vision personnelle et authentique des situations canadienne et québécoise, sans toutefois s'écarter de la ligne du parti. Cette mention est nécessaire pour montrer que Ryerson n'est pas seulement un suiveur docile, mais bien une personne qui a ses propres opinions. Pour lui, le marxisme ne doit pas être du dogmatisme politique ou être composé de formules toutes faites. « Nous devons en quelque sorte repenser la société alternative. On a trop souvent tendance à se satisfaire de formules prêtes-à-porter. Un très grand défi est celui du dépassement d'un socialisme envisagé en termes du Parti-État, dominateur et infaillible »¹.

Dans la vision du capitalisme de Ryerson, il y a la présence de la propriété privée et du salariat. Pour Ryerson, le capitalisme peut se définir comme « un système économique dominé par la production à grande échelle, grâce aux machines et aux usines, exécutée par des ouvriers salariés, à l'emploi des propriétaires des usines dont le but est de faire de l'argent par le mécanisme du profit »². Deux autres composantes sont primordiales dans sa définition du capitalisme : la présence de monopoles et l'impérialisme. De plus, le capitalisme a deux traits spécifiques au Québec. Le premier est la concentration du grand capital entre les mains de capitalistes canadiens-anglais, américains et britanniques.

Le capitalisme des monopoles tel qu'il s'est développé au Québec a deux traits particuliers qu'il faut signaler, car ils exercent sur notre vie politique et sociale une influence profonde. Le premier est le fait que le grand capital se trouve surtout entre les mains de capitalistes canadiens-anglais, américains ou anglais — les industriels canadiens-français n'occupant qu'une place de second plan. L'autre est le fait que le grand capital anglo-canadien a absorbé les anciennes seigneuries féodales et qu'il s'est fusionné dans une large mesure avec la puissance économique de l'Église³.

Le deuxième trait se distingue surtout après 1960. Ryerson constate la satellisation du Canada dans l'empire américain. Il discerne la forte présence des multinationales américaines dans l'économie québécoise. Cette situation est facilitée par l'appareil étatique canadien.

Deux particularités sont présentes dans la vision du marxisme de Ryerson. Il considère que la société n'est pas uniquement déterminée par les conditions matérielles et économiques. Il y a une autonomie relative de la superstructure par rapport à l'infrastructure. « Contrairement à ce que veut une erreur très répandue, le marxisme n'est pas un "déterminisme économique". [...] La pensée et les sentiments, les idées, les passions et l'imagination existent dans un monde matériel qui les conditionne et sur lequel ils agissent »⁴. La seconde particularité présente chez Ryerson est qu'il ne réduit pas le marxisme à une simple lutte de classes dont le seul but est le renversement du capitalisme. « La traduction s'est faite apparemment dans le même esprit que celui qui a réduit au mot d'ordre "classe contre classe !" toute la politique des marxistes du début des années 1930. Ce réductionnisme part du caractère fondamental des antagonismes de classe, qui est incontestable, pour en arriver au rejet dogmatique de toutes les autres dimensions du réel social, ce qui est suicidaire »⁵. Ryerson qualifie le marxisme de ceux qui considèrent le déterminisme économique et la dictature du prolétariat dans un sens étroit de « marxisme vulgaire ». Ryerson tient donc compte des conditions particulières prévalant au Canada et au Québec. Il juge que les actions et les revendications des travailleurs l'emportent sur le travail théorique ou philosophique. Cela est particulièrement présent dans sa pensée après 1970.

L'aspect révolutionnaire dans le plan d'action du PCC est vite abandonné pour privilégier une méthode réformiste. Cette décision du PCC suit les directives de l'Internationale communiste (IC) ou du *Kominform* et l'évolution du communisme international (la Guerre froide) et canadien. Après 1942, le PCC promeut une alliance avec les forces et les groupes « progressistes » qui favorisent la démocratie. Ryerson appuie cette position. De plus, il favorise, comme le parti, le passage au socialisme selon la volonté populaire inscrit dans un processus démocratique. « Mais l'établissement du socialisme ne sera possible que lorsque la majorité de notre peuple l'aura décidé, et exercera sa volonté démocratique pour l'obtenir »⁶.

LA QUESTION NATIONALE

Dès son adhésion au PCC, Ryerson constate la présence d'inégalités économiques, sociales et culturelles entre les Canadiens français et les Canadiens anglais, défavorisant les premiers. Parmi les inégalités économiques, il y a le nombre dérisoire de Canadiens français propriétaires de grandes entreprises ou détenant des postes de direction et, l'absence pour ceux-ci, d'accumulation de capitaux pour des investissements importants. Pour ce qui est des inégalités sociales, il y a les conditions de logement et

d'hygiène déplorables, des salaires inférieurs pour les travailleurs québécois et l'utilisation de l'anglais comme langue du travail et des affaires. Le peu d'efforts et le peu d'investissements pour encourager les activités artistiques et culturelles et le nombre ridicule de bibliothèques publiques constituent des exemples d'inégalités dans le domaine culturel.

Pour Ryerson, l'obtention du gouvernement responsable en 1848 et l'édification de la Confédération en 1867 reconnaissent l'égalité politique des Canadiens français. « Si la nation canadienne française a survécu, c'est parce qu'elle a mené victorieusement une lutte démocratique, qu'elle a conquis avec l'aide d'alliés démocratiques au Canada et en Europe, l'égalité politique »⁷. Toutefois, sa position change à partir des années 1960. Cet aspect sera abordé plus loin dans le texte.

Ryerson considère que le peuple canadien-français forme une communauté-nation différente d'une communauté-juridique. La définition qu'apporte Ryerson de communauté-nation est un « regroupement de personnes partageant une langue commune et une culture, et occupant un territoire où s'est constitué, à travers l'histoire, une vie économique et sociale commune »⁸. Selon Ryerson, les Canadiens français ne forment pas une communauté-juridique, c'est-à-dire, un « État-nation, [une] entité politique souveraine »⁹. Dans la pensée de Ryerson, le Canada est un État binational, qui compte donc deux communautés-nations au sein d'une même structure étatique.

Dès son entrée dans la section québécoise du PCC en 1935, Ryerson reconnaît le droit à l'autodétermination du Québec, malgré les réticences de la direction anglophone du PCC qui préfère adopter et encourager les visées centralisatrices d'Ottawa. Ainsi, Ryerson est en faveur d'une égalité totale entre les Canadiens français et les Canadiens anglais, et il dénonce avec fermeté les inégalités présentes entre les deux nations à travers l'histoire du Canada.

Avant les années 1960, malgré la prise en compte de la question nationale par Ryerson, le marxisme reste la valeur primordiale dans sa structure de pensée. La question nationale est une notion instrumentale et elle est reléguée derrière le marxisme. Une fois établie, la société socialiste réglera les problèmes que pose la question nationale, à l'exemple de l'URSS. Ryerson écrit : « le socialisme, en abolissant le régime capitaliste, a apporté une solution complète au problème de l'oppression et de l'inégalité nationales. La solution soviétique de la question nationale mérite d'être étudiée par le peuple canadien »¹⁰.

Pour mieux comprendre l'appréciation et l'évaluation que fait Ryerson de la question nationale, il faut prendre en considération le contexte des décennies 1930 et 1940. À cette époque, le nationalisme québécois est étroitement

associé au nationalisme traditionnel du clergé catholique et aux fascistes québécois. Pour Ryerson, durant ces années, l'Église représente une force réactionnaire et largement conservatrice qui s'oppose aux réformes sociales. Notamment, Ryerson conteste la vision agricole de François-Albert Angers et le nationalisme traditionnel de Lionel Groulx. Ryerson entretient une haine viscérale à l'endroit des fascistes. Les fascistes valorisent le système corporatif et vantent les œuvres de Mussolini, Franco et Salazar, sans oublier leur anticommunisme notoire. Du point de vue de Ryerson, les représentants fascistes au Québec (Paul Bouchard, Adrien Arcand, les frères O'Leary, etc.), prétendent « défendre "la nation" : et une fois au pouvoir ils trahissent la nation, la vendent, la traînent à la ruine »¹¹. Toutefois, Ryerson apporte une nuance importante : le nationalisme peut représenter une force rétrograde ou progressiste, cela dépend du groupe qui en assume la direction. Par exemple, pour Ryerson, l'autonomie provinciale duplessiste est conservatrice et représente un recul pour le Québec. Ryerson traite même Duplessis de « cryptofaciste ».

Ryerson condamne alors le nationalisme, car il le considère comme une stratégie de l'impérialisme américain pour affaiblir la cohésion du Canada et une tactique de la grande bourgeoisie québécoise pour amadouer la classe ouvrière. Ryerson affirme que « la bourgeoisie sait bien qu'il faut "diviser pour régner". Elle sait aussi qu'il n'y a pas de moyen plus puissant, plus efficace, que le nationalisme pour rattacher les ouvriers à la bourgeoisie de leur nation »¹².

Comme il est mentionné précédemment, la fin des années 1960 indique une transformation dans la pensée de Ryerson. Cette transformation est d'autant plus manifeste concernant la question nationale.

Dans *Le Capitalisme et la Confédération*, Ryerson affirme qu'il a sous-estimé le facteur national dans le processus historique du XIX^e siècle. Dorénavant, il accorde plus de place à la volonté des Canadiens français de se doter d'un État propre en combattant l'autorité coloniale, c'est-à-dire les dirigeants anglais. Pour illustrer ce fait, Ryerson donne le sous-titre de « révolution nationale-démocratique » pour identifier les rébellions de 1837-1838. Sa position change également à propos de l'obtention de l'égalité politique des Canadiens français au XIX^e siècle. Dans ce même ouvrage, il fait une autocritique. Il discerne maintenant que le gouvernement responsable de 1848 et la Confédération de 1867 n'ont pas accordé l'égalité politique aux Canadiens français. En effet, ces deux événements ne reconnaissent pas l'autodétermination du Québec et les Canadiens français n'obtiennent pas le contrôle effectif de leur économie.

S'imaginer que la seule concession par Downing Street du *Self-government* colonial ait, du même coup, mis fin à la condition d'inégalité politique des francophones du Canada-Uni, c'était verser dans l'illusion *whig*, libérale. Au fond, notre aberration fut de sous-estimer le national francophone et de fixer sur le facteur « économique » dans son expression la plus étroite¹³.

Un point crucial dans la réorientation de la pensée de Ryerson relève de la relation entre le social (contradiction des classes) et le national (la position des Canadiens français par rapport aux Canadiens anglais et le droit à l'autodétermination nationale). Dorénavant, Ryerson n'estime plus les nations ou le nationalisme comme de simples aspects et effets des structures de classes et des modes de production. Les conditions socio-économiques ne sont plus les seules causes primordiales dans la transformation de la société. Le national prend donc plus de place et plus d'importance dans sa structure de pensée. Le changement dans l'idéologie de Ryerson à propos des relations entre le national et le social coïncide avec la Révolution tranquille et avec la montée des mouvements nationalistes et socialistes au Québec. Par cette conjoncture, Ryerson devient plus sensible au lien qui peut s'établir entre ces deux composantes de la société québécoise. Ryerson proclame que « c'est en reconnaissant à quel point l'oppression nationale est organiquement liée avec la domination du grand capital, qu'on se rendra compte de l'énorme potentiel libérateur du mouvement national »¹⁴. Combattre à la fois l'oppression nationale et les contradictions de classes, l'un ne va pas sans l'autre. Ryerson proclame que le social et le national sont indissociables. Ces remarques s'appliquent aussi aux rapports Canada-Québec. De l'avis de Ryerson, « le pouvoir d'État se cristallise en amalgame des dimensions classistes et nationalistes. N'en voir que celles du nationalisme, c'est verser dans l'interprétation nationaliste. N'en voir que celles des classes, c'est ouvrir la porte au "marxisme vulgaire", économiste »¹⁵.

Il y a donc une modification de la structure de pensée de Ryerson. Le marxisme (contradiction de classes, égalité des conditions, pouvoir dévolu aux travailleurs) est intimement associé à la dimension nationale. Ryerson juge qu'il est « inacceptable, ici, le schéma figé, hiérarchisé du mouvement historique, où la primauté causale appartiendrait nécessairement au socio-économique (contradictions de classes), tandis que la "nation n'est pas force motrice principale". [...] l'effondrement soviétique et yougoslave est là pour témoigner de la redoutable force de la dimension nationalitaire »¹⁶. La classe ouvrière reste tout de même la puissance essentielle à l'opposition au capitalisme des grands monopoles. La citation suivante est le point de vue d'une personne qui, selon Ryerson, a une vision erronée et fautive du nationalisme québécois : « le nationalisme est une diversion réactionnaire ; notre adversaire principal, c'est le séparatisme péquiste. S'il y a effectivement des griefs

provenant de discrimination, ce sera au socialisme d'y remédier, pas au capitalisme »¹⁷. Bien sûr, Ryerson est opposé à cette vision qui délaisse le national et met uniquement l'accent sur le social (le socialisme).

LE FÉDÉRALISME CANADIEN APRÈS 1970

La vision de Ryerson du fédéralisme canadien et des rapports Canada-Québec après 1970 découle de ses remarques et de ses analyses à propos de la question nationale et de son interprétation de l'histoire.

Pour Ryerson, le gouvernement fédéral est à la solde des multinationales américaines. Il observe que « l'État fédéral est étayé en tout premier lieu par l'Empire des États-Unis auquel il est inféodé et auquel il sert de courroie de transmission d'investissements et d'hégémonie culturelle et militaire »¹⁸. Pour que le fédéralisme canadien continue d'être viable et pour qu'il devienne équitable et légitime, il faut la reconstruction du Canada selon une confédération fondée sur la reconnaissance de deux entités politiquement égales. Toutefois, Ryerson rejette cette conception, car elle est irréaliste. Il remarque que « le plus souhaitable, à mes yeux, eut été un genre de miracle, par lequel un Canada anglais aurait accepté de bon gré une restructuration en deux États indépendants, mais associés sur un pied d'égalité »¹⁹.

Ryerson perçoit la présence d'un petit nombre de grands bourgeois francophones associés à l'oligarchie canadienne-anglaise et américaine. Pour les Franco-Québécois, l'absolue nécessité est de contrer la domination des grands capitalistes, à majorité anglophone, et l'impérialisme américain. Pour ce faire, il faut l'affirmation, sur les terrains politiques et économiques, d'une alliance entre les partisans du mouvement national québécois et les travailleurs. « Pour que ce potentiel s'affirme, il faudrait que le nationalisme québécois à tendance démocratique et anti-impérialiste trouve un terrain d'entente et d'action commun avec le mouvement ouvrier qui cherche en tâtonnant les voies de l'unité et d'expression politique autonome »²⁰. S'opposer à la tendance centralisatrice d'Ottawa, faire obstacle au grand patronat québécois et reprendre le contrôle de l'économie québécoise, voilà trois objectifs primordiaux de cette alliance. Par conséquent, la lutte ouvrière/national-démocratique vise la libération nationale et sociale. Il est impératif de concilier le social et le national dans l'avenir du Québec. Avec l'élection du Parti québécois en 1976, Ryerson voit une alliance possible de celui-ci avec les organisations ouvrières.

Ryerson n'est pas indifférent envers les autres provinces canadiennes. Il ne désire pas couper les contacts entre les Canadiens anglais et les Canadiens français. Pour lui, « dire le rejet du rapport d'injustice que renferme la structure socio-étatique de 1867, ce n'est pas rejeter le rapport entre

les Québécois et les Canadiens, mais plutôt lui rechercher des bases nouvelles et égalitaires »²¹.

LA DÉMOCRATIE

Le terme démocratie est amplement employé dans les ouvrages et les articles de Ryerson. Cependant, il n'y apporte aucune définition précise et détaillée. La représentation de la démocratie chez Ryerson semble s'être modifiée au moment de son départ du PCC en 1969. Avant les années 1960, la démocratie est une valeur subordonnée à la réalisation du socialisme. Après la décennie 1960, Ryerson associe étroitement la démocratie et le droit à l'autodétermination du Québec.

Durant ses années communistes, Ryerson précise que l'obtention d'un gouvernement représentatif et responsable au XIX^e siècle dans le cadre du système parlementaire britannique et la reconnaissance du suffrage universel sont des avancées que le capitalisme a permises.

Au début des années 1960, Ryerson commence à distinguer le problème de la démocratie dans le cadre des organisations socialistes (PCC) et dans la société socialiste (URSS). La plus grande difficulté de la démocratie socialiste est la concentration d'un immense pouvoir entre les mains d'un petit groupe de personnes. Ryerson croit que le XX^e Congrès du PCUS de 1956 n'a pas assez approfondi la question de la démocratie socialiste. Les aberrations de Staline ne remettent pas en cause la démocratie socialiste, mais elles lui posent des défis pour que le « culte de la personnalité » ne se reproduise plus. « En réalité, les "cultes" de Staline et de Mao ne tiraient pas leur origine de la nature du socialisme, mais constituaient des embûches pour son progrès. Ils n'expriment pas la logique de la société socialiste, mais le défi qu'elle a à relever »²². Il faut une pression exercée sans relâche par les dirigés sur les dirigeants. Ryerson s'aperçoit que le changement de la base ou en d'autres mots, l'établissement du socialisme, n'est pas synonyme de l'émergence de la démocratie réelle. Ryerson fait une distinction entre démocratie « formelle » et démocratie « en substance ». « L'antidote de la puissance dominante [...] n'est pas l'impuissance. La démocratie, voilà la question ; pas seulement la démocratie "formelle", mais la démocratie en substance, en profondeur et qui plus est, à l'échelle de la planète »²³. Dans l'optique de Ryerson, la situation soviétique s'approche plus de la démocratie « formelle » que de la démocratie « en profondeur ».

À partir de 1970, Ryerson insiste pour affirmer que le droit à l'autodétermination du Québec est une exigence démocratique. La démocratie exige qu'on reconnaisse le droit d'une nation à disposer d'elle-même. « L'autodétermination, librement exercée, est la seule voie qui mène au

rapprochement des peuples; ce qui les éloigne les uns des autres et les met aux prises, est l'inégalité, l'oppression nationale »²⁴. Ryerson établit une analogie entre le mouvement national et la démocratie. De plus, Ryerson estime que le processus démocratique ne doit pas être subordonné aux intérêts des capitalistes. On doit prendre en compte les aspirations profondes des travailleurs et des masses populaires.

L'ŒUVRE HISTORIQUE

Dès son engagement dans le PCC, Ryerson s'intéresse à l'histoire du Canada au XIX^e siècle. Cet intérêt peut découler de l'attention que voulait porter le parti à l'histoire canadienne. De même, peu d'études en histoire sont produites par les mouvements socialistes concernant la situation canadienne. Les premières contributions de Ryerson traitent de Papineau et des rébellions de 1837. En 1937, lors du centenaire de ce dernier événement, Ryerson publie son premier ouvrage, *1837 : The Birth of Canadian Democracy*.

Le but premier de Ryerson n'est pas d'apporter des faits nouveaux ou inédits sur l'histoire canadienne, mais plutôt de la réinterpréter selon une analyse matérialiste historique, à savoir marxiste. Il consulte très peu les archives et il n'utilise qu'exceptionnellement les documents de première main. Cependant, il a une connaissance approfondie des textes et des recherches des autres spécialistes en histoire et d'autres domaines (philosophie, sociologie, etc.). Cette situation lui vaut les critiques d'historiens. En parlant du livre *Le Capitalisme et la Confédération*, Fernand Ouellet écrit : « d'abord, ce livre apparaît plus comme une entreprise idéologique que comme une œuvre scientifique. Cela conduit à une interprétation sur de grossières oppositions entre les forces du bien et celles du mal, entre exploités et exploités »²⁵. Quant à lui, Donald Creighton affirme que le matérialisme historique est une théorie importée plaquée sur la réalité canadienne. Cette théorie n'est donc pas compatible avec une interprétation valable de l'histoire canadienne. De son propre aveu, Ryerson admet l'influence qu'ont eu les travaux d'Harold Innis. Innis est un pionnier dans l'histoire économique du Canada avec sa théorie des principaux produits dans le développement économique canadien.

Avec la mise sur pied du groupe de recherche en histoire marxiste en 1948, le PCC montre sa volonté de faire une place à une « Histoire du peuple ». Un autre but est recherché par les communistes canadiens. « Ils voulaient également qu'ils [les travaux marxistes] soient populaires. Leur "Histoire du peuple" serait écrite non pas pour les intellectuels, mais bien pour le peuple canadien, entité bien vague au temps du Front populaire, mais sûrement plus vaste que le cercle des historiens »²⁶. Les historiens du PCC,

dont Ryerson, veulent faire une place à la classe ouvrière et aux masses populaires dans l'écriture de l'histoire au Canada. Dans *Le Capitalisme et la Confédération*, Ryerson décrit l'émergence de la classe ouvrière à la fin du XIX^e siècle, ses revendications et ses conditions de travail. À ce propos, Ryerson note: « le Canada colonial et victorien de cette époque était donc agité par des conflits de classes qui traduisaient la présence, derrière les débats politiques et constitutionnels ainsi que les problèmes nationaux, d'une question sociale de nature différente et encore plus profonde: la question ouvrière »²⁷. De cette initiative du PCC, Ryerson publie deux ouvrages: *Founding of Canada* en 1960 et *Unequal Union* en 1968.

On peut décrire l'œuvre historique de Ryerson comme une histoire qui n'est pas enfermée dans l'univers des certitudes, qui laisse une place importante au facteur national dans l'interprétation des événements. Il examine les aspirations, les espoirs, les frustrations, les luttes, les victoires et les échecs des classes opprimées. Pareillement, il tient compte des conditions concrètes de la vie des classes dominées en lien étroit avec celles des classes dominantes, sans délaisser les aspirations nationalitaires et les luttes sociales de libération.

Trois thèmes principaux sont à la base de son œuvre historique: les révoltes coloniales, la montée du capitalisme industriel et la création de l'État canadien. Disons quelques mots sur ces trois thèmes.

Débutons par l'examen du thème des révoltes coloniales. Dans l'optique de Ryerson, les rébellions de 1837-1838 et les événements menant au gouvernement responsable de 1848 constituent, dans la longue durée, une révolution démocratique antiféodale et anticoloniale. Cette révolution est une réaction contre la domination d'une oligarchie foncière-marchande composée de seigneurs, du Haut clergé et de grands marchands anglophones, qui fait obstacle au développement du capitaliste industriel. Au Bas-Canada, le système seigneurial et, dans l'ensemble des deux Canadas, le mode de production mercantile entravent les forces productives du capitalisme. Dans cette optique, Ryerson proclame que :

les structures gouvernementales nées de la Conquête ont placé le pouvoir aux mains des administrateurs militaires britanniques. Ce sont elles qui ont permis aux capitalistes mercantiles anglais de s'emparer du commerce des fourrures, du bois et des pêcheries, que les entrepreneurs français avaient organisé sous l'Ancien Régime. La présence française dans la nouvelle structure de pouvoir politique et économique se limitait au rôle d'appoint joué par une poignée de collaborateurs issus du clergé et de la classe des seigneurs²⁸.

Dans la perspective de Ryerson, les revendications en faveur de l'autodétermination nationale de la part des Canadiens français sont également des objectifs de cette révolution.

Le deuxième thème, la montée du capitalisme industriel, est un phénomène qui s'explique par le passage du capitalisme marchand au capitalisme industriel et commercial. Ce phénomène n'apparaît pas comme une simple évolution des formes de richesse, mais comme une rupture révolutionnaire entre les deux formes de capitalisme. De même, les revendications politiques (autodétermination nationale) et la révolution économique sont deux conditions réciproques de l'avènement du monde moderne.

Terminons en examinant le point de vue de Ryerson concernant la Confédération de 1867. Selon lui, les artisans de la Confédération canadienne veulent laisser croire à une association égalitaire entre les Canadiens français et les Canadiens anglais. Mais Ryerson constate qu'« ainsi d'une part on laissa entendre à la communauté nationale francophone qu'elle adhérait à une association étatique fondée sur le principe d'égalité, alors que d'autre part on prescrivit des structures qui, loin de correspondre à une relation d'égalité binationale, exprimèrent en fait la domination d'une nation par une autre »²⁹. La Confédération est instaurée sous le leadership de la bourgeoisie canadienne-anglaise et le compromis de celle-ci avec l'élite canadienne-française cléricale et d'affaires, fut la forme de gouvernement fédéraliste. Par conséquent, l'État canadien est un instrument de domination anglo-canadienne. En fait, il n'y a pas la présence de l'idée d'un État binational dans l'élaboration du gouvernement canadien. Cette réalité est l'obstacle majeur et principal à la réalisation et à la vitalité du régime fédéraliste de 1867. Il y a la reconnaissance d'une dualité culturelle (langue et religion) mais le refus d'une dualité politico-économique. Dans un article, Ryerson écrit : « l'État fédéral canadien créé en 1867 masque sous une structure territoriale de morcellement en plusieurs provinces aux compétences "identiques" le caractère binational du pays. L'emploi officiel de la langue française [...] constitue, au Québec et à Ottawa, une concession à la conception d'une dualité culturelle, dont la contrepartie est le refus d'une dualité politico-étatique »³⁰.

Ryerson n'apporte pas une nouvelle interprétation concernant les raisons de l'édification de la Confédération. Il mentionne la menace américaine, la constitution d'un vaste marché intérieur, l'accès aux capitaux anglais pour la construction des chemins de fer canadiens et un dénouement à l'impasse politique sous l'Union.

Après avoir examiné l'itinéraire et les événements marquants dans la vie de Ryerson, et après avoir analysé son idéologie et son œuvre historique, ce

texte désire apporter une réponse à la question suivante : Est-ce que Stanley Bréhaut Ryerson est un intellectuel par vocation, c'est-à-dire un intellectuel engagé dans les discussions et les débats politiques, sociaux et moraux de la société ? À la lumière de ce texte, il ne fait aucun doute que Ryerson est bel et bien un intellectuel par vocation. Tout d'abord, Ryerson est un intellectuel. Il a une formation académique poussée et une érudition remarquable. En plus de posséder un diplôme d'études supérieures de la Sorbonne, il a obtenu, en 1987, un doctorat de l'Université Laval pour l'ensemble de son œuvre. De plus, il a constamment approfondi ses connaissances et il a acquis un savoir nouveau par un énorme travail de lecture et de recherche. Il a toujours porté une attention particulière à l'émergence des nouvelles notions historiques et aux nouveaux courants historiographiques.

Finalement, on peut affirmer sans se tromper que Ryerson est un intellectuel par vocation. Il a composé des monographies portant sur l'histoire canadienne et un nombre considérable d'articles publiés dans plusieurs revues sur une grande variété de sujets (conditions de logement, chômage, politique provinciale, fédéralisme canadien, question nationale québécoise, autochtones...). De plus, il a participé à la politique partisane. Il a été candidat dans Hamilton-Sud et il a organisé d'autres campagnes électorales pour des membres du PCC. Qui plus est, à plusieurs reprises il a discuté et il a pris position dans des débats de société. Il s'est opposé à la conscription en 1940, il a dénoncé l'invasion de la Tchécoslovaquie par les forces du Pacte de Varsovie en 1969, il a présenté un mémoire à l'Assemblée nationale au moment de la préparation de la Charte de la langue française en 1977, il s'est prononcé en faveur du « Oui » lors du référendum de 1980 et plusieurs autres exemples peuvent être cités. Enfin, particulièrement durant son engagement communiste, Ryerson a posé des gestes concrets pour améliorer les conditions de vie des chômeurs et des personnes défavorisées. Également, il a entrepris des démarches pour organiser les ouvriers dans des syndicats industriels.

Avec tous ces exemples, Ryerson est incontestablement un intellectuel par vocation. De plus, à travers l'œuvre de Ryerson, nous avons eu l'occasion de mieux comprendre et de mieux apprécier la société québécoise avec toutes ses caractéristiques et ses particularités.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Entrevue avec Stanley Bréhaut Ryerson. « Stanley Bréhaut-Ryerson : mouvement ouvrier et question nationale », *Conjoncture politique au Québec*. n° 1, 1981-1982, p. 93.
2. Stanley Bréhaut Ryerson, *Le Capitalisme et la Confédération. Aux sources du conflit Canada-Québec (1760-1873)*, Montréal, Parti Pris, 1972, p. 127.

3. Stanley Bréhaut Ryerson, *Le Canada français : sa tradition, son avenir*, Montréal, Éditions de la Victoire, 1945, p. 15.
4. Stanley Bréhaut Ryerson, *Les origines du Canada*, Montréal, VLB Éditeur, 1997, p. 373-374.
5. Entrevue avec Stanley Bréhaut Ryerson, *loc. cit.*, p. 90.
6. Ryerson, *Le Canada français...*, p. 23.
7. *Ibid.*, p. 67.
8. Stanley Bréhaut Ryerson. «Charte de la langue française au Québec » dans *Le Capitalisme et la Confédération. Aux sources du conflit Canada-Québec (1760-1873)*, Montréal, Parti Pris, 1972, p. 363.
9. *Ibid.*, p. 363.
10. Ryerson, *Le Canada français...*, p. 141.
11. *Ibid.*, p. 108.
12. Stanley Bréhaut Ryerson, «Nationalisme et conscience de classe », *Action*, vol. 1, n° 2, automne 1947, cité dans Robert Comeau et Robert Tremblay (dir.), *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel de combat*, Hull, Éditions Vents d'Ouest, 1996, p. 124.
13. Stanley Bréhaut Ryerson, « Prise de conscience : nationalité et tensions sociétales. Notes pour un témoignage », *Cahiers de recherche sociologique*, v. 20, 1993, p. 15.
14. Ryerson, « Charte de la langue... », p. 358.
15. Entrevue avec Stanley Bréhaut Ryerson, *loc. cit.*, p. 91.
16. Ryerson, « Prise de conscience... », p. 16.
17. Entrevue avec Stanley Bréhaut Ryerson., p. 91.
18. Ryerson « Charte de la langue... », p. 358.
19. *Ibid.*, p. 362.
20. Ryerson, Stanley Bréhaut Ryerson, « Mutations potentielles des rapports de force Canada/Québec » dans Orban, Edmond (dir.), *La modernisation politique au Québec*. Sillery, Boréal Express, 1976, p. 68.
21. Stanley Bréhaut Ryerson, « Scénario pour un cauchemar à éviter », *Les Cahiers du Socialisme*, n° 5, printemps 1980, p. 12.
22. Stanley Bréhaut Ryerson, *The Open Society : Paradox and Challenge*, New York, International Publishers, 1965, cité dans Comeau et Tremblay, *op. cit.*, p. 292.
23. Wendell MacLeod, Libbie Park et Stanley Bréhaut Ryerson, *Bethune : The Montreal Years, an Informal Portrait*, Toronto, J. Lorimier, 1978, cité dans Comeau et Tremblay, *op. cit.*, p. 67.
24. Ryerson, « La charte de la langue... », p. 363.
25. Fernand Ouellet, « Review of *Unequal Union* », *Canadian Historical Review* », v. 50, n° 3, septembre 1969, p. 317.

26. Gregory S. Kealey, « Stanley Bréhaut Ryerson : historien marxiste » dans Robert Comeau et Bernard Dionne (dir.), *Le droit de se taire. Histoire des communistes au Québec, de la première guerre mondiale à la Révolution tranquille*. Outremont, VLB éditeur, 1989, p. 246.
27. Ryerson, *Le Capitalisme et la Confédération...*, p. 249.
28. *Ibid.*, p. 19.
29. Ryerson, « Mutations potentielles... », p. 70.
30. Stanley Bréhaut Ryerson, « Le social et le national dans le “réveil québécois” » dans Malek, Anouar Abdel (dir.), *Sociologie de l'impérialisme*, Paris, Anthropos, 1971, p. 545.